

Le 31 janvier 2012

**David DERROUET**

Maire de Fleury-Mérogis,
Vice-président de la
Communauté
d'agglomération
du Val d'Orge.

Violences aux personnes : la Ville demande des mesures concrètes

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Comme vous le savez, dimanche 29 janvier, des locataires, qui travaillent notamment au sein de la maison d'arrêt, ont été agressés violemment par des jeunes qui squattaient un hall. Depuis plusieurs mois, vous avez été nombreux à m'interpeller sur ces occupations illicites d'entrées d'immeubles par une minorité de personnes, parfois connues des forces de l'ordre. À maintes reprises depuis le mois de septembre, je me suis déplacé dans les halls squattés et j'ai mis en demeure certaines familles de mettre un terme aux troubles causés à la tranquillité publique.

Pour ma part, je veux être très clair sur deux points majeurs :

- Cela fait maintenant plus d'un an et demi que je n'ai eu de cesse d'interpeller le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Justice afin de disposer d'un renforcement des effectifs de gendarmerie et d'une ouverture de la brigade 24 heures sur 24 ;
- J'ai par ailleurs interpellé, encore récemment, la Résidence du Logement des Fonctionnaires (RLF) sur les squats des halls d'immeubles mais également sur la régularisation des charges sur deux ans en direction des locataires, régularisation effectuée sans estimation réelle et inacceptable.

Demandant expressément une audience avec le Préfet et le ministère de la Justice (table ronde demandée depuis mars 2010), je demanderai, comme je l'ai déjà fait, des sanctions fermes envers cette minorité qui aujourd'hui remet en cause votre tranquillité au quotidien.

De la même manière, je souhaite qu'il n'y ait pas d'amalgame entre cette minorité qui perturbe votre tranquillité et la majorité des jeunes de notre ville qui étudient, travaillent, souhaitent bénéficier des droits les plus élémentaires au logement ou à l'emploi.

Après une discussion avec une partie des agents du centre pénitentiaire mais également avec des syndicalistes, soyez assurés de ma détermination à vous informer des actions qui seront entreprises. **Je souhaite en effet très prochainement réunir les bailleurs, le Préfet, la gendarmerie, les syndicats de la pénitentiaire et l'amicale de locataires afin que nous trouvions ensemble des solutions.**

Dans l'attente de cette réunion, j'**invite toutes et tous à garder son sang-froid et à ne pas sombrer dans des dérives sécuritaires.**

Je vous prie de croire, Madame, Mademoiselle, Monsieur, en l'assurance de mon profond dévouement.